

Interpellation présentée par le député:

M. Christian Brunier

Date de dépôt : 20 mars 2007

Messagerie

Interpellation urgente écrite **sur la campagne trompeuse du Conseil d'Etat concernant** **l'initiative "Pour une meilleure prise en charge en EMS"**

Lors du traitement, par la Commission de la santé du Grand Conseil genevois, de l'initiative sur les EMS (Etablissements médico-sociaux), soumis dernièrement au peuple, le patron de la santé publique - Pierre-François Unger - avait lancé que l'initiative "Pour une meilleure prise en charge en EMS" coûterait CHF 60 millions par an, si elle était acceptée.

Immédiatement, les député-e-s de gauche avaient demandé d'où sortait ce chiffre et avaient réclamé le détail de cette estimation. Jamais Monsieur Unger ne nous a fourni ces informations, en précisant toujours que son estimation était sérieuse. Il est évident que ce chiffre a découragé le soutien à la cause des personnes âgées de certain-e-s député-e-s, notamment centristes, sensibles aux conditions de vie dans les EMS, mais avant tout faisant confiance - abusivement - au Conseiller d'Etat PDC.

Durant toute la campagne, Pierre-François Unger a affirmé, avec sérieux, que la concrétisation de l'initiative coûterait CHF 60 millions par an, décourageant le vote de plusieurs citoyennes et citoyens fort soucieux des finances publiques.

Au lendemain de la victoire de l'initiative par 59,6 % des voix, Monsieur Unger a admis, dans les médias, que son estimation à CHF 60 millions était un argument de campagne et que la somme nécessaire sera probablement inférieure. Pas question pourtant d'articuler un chiffre précis, le gouvernement voulant éviter de desserrer les cordons de la bourse.

Que nous soyons pour ou contre cette initiative, nous ne pouvons pas accepter d'avoir été abusés par des arguments mensongers. Un tel procédé est dangereux pour la démocratie. Les élu-e-s au Grand Conseil, de droite comme de gauche, ont été roulé-e-s dans la farine durant le débat du Grand Conseil. Le peuple a ensuite été trompé.

Un tel agissement n'est pas anodin. Il discrédite toute la classe politique, substituant le débat d'idées par le mensonge.

Dans ce contexte, quel procédé compte mettre en place le gouvernement genevois pour chiffrer, à l'avenir, les initiatives ou lois avec fiabilité et sens éthique, afin de respecter le débat démocratique?